



---

N° 11 | 2020

Révoltes

---

## **Recension/ The struggle over borders, cosmopolitanism and communitarianism de Pieter de Wilde, Ruud Koopmans, Wolfgang Merkel, Olivier Strijbis et Michael Zürn**

**Matthijs GARDENIER** *Maître de conférences*

*Sociologie*

*LEIRIS*

*Université de Montpellier Paul-Valéry*

---

**Édition électronique :**

**URL :**

<https://rusca.numerev.com/articles/revue-11/524-recension-the-struggle-over-borders-cosmopolitanism-and-communitarianism-de-pieter-de-wilde-ruud-koopmans-wolfgang-merkel-olivier-strijbis-et-michael-zurn>

**DOI :** numerev\_049

**Date de publication :** 16/03/2020

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

---

Pour **citer cette publication** : GARDENIER, M. (2020) Recension/ The struggle over borders, cosmopolitanism and communitarianism de Pieter de Wilde, Ruud Koopmans, Wolfgang Merkel, Olivier Strijbis et Michael Zürn. *RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales*, (11).

[https://doi.org/10.34745/numerev\\_049](https://doi.org/10.34745/numerev_049)

Recension de l'ouvrage : De Wilde Pieter, Koopmans Ruud, Merkel Wolfgang, Strijbis Oliver, Zürn Michael, *The Struggle Over Borders : Cosmopolitanism and Communitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 276 p.

---

**Mots-clés :**

Struggle over borders, Communitarianisme, Cosmopolite, Politique des frontières

---

Par Matthijs Gardenier, Newton International Fellow, University of Manchester.

*The struggle over borders, cosmopolitanism and communitarianism* est un ouvrage rédigé par des chercheurs d'universités allemandes et norvégiennes. Celui-ci entend apporter un éclairage théorique aux débats contemporains autour de la mondialisation, matérialisés par la défense des frontières. Ils entendent expliquer ces débats au prisme de la théorie du clivage politique. Actualisant les catégories de « en soi » et de « pour soi » de Marx, cette théorie distingue conflits sociaux potentiels de ceux qui sont réellement activés. Tel que formalisé par Peter Mair (p. 202), un clivage politique serait une forme de conflit social associant trois éléments distincts : une conjonction entre des valeurs idéologiques et des représentations, des intérêts structurels et enfin, des organisations (institutions, partis, mouvements sociaux) qui mobilisent le public selon les lignes de ce clivage.

Les auteurs expliquent qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le principal clivage politique dans les sociétés occidentales se posait en termes de droite et de gauche, selon un clivage de classe. L'ouvrage pose l'hypothèse que ces lignes de fracture se sont complexifiées par l'émergence d'un autre clivage autour de la question de la mondialisation. Le développement de la globalisation économique et d'institutions transnationales – dont l'Union Européenne est le meilleur exemple – aurait créé un autre clivage d'ampleur. Celui-ci opposerait d'un côté ceux qui seraient favorables à une intégration plus poussée des États au sein des institutions transnationales, ainsi qu'à un développement du libre échange international : le camp des « cosmopolites ». De l'autre côté, il y aurait ceux qui s'opposent à cette intégration pour diverses raisons, favorisant au contraire une gestion politique de la plupart des problématiques à l'échelle nationale, voire régionale dans certains cas : le camp « communautaire ». Les auteurs posent l'hypothèse que l'émergence de ce clivage expliquerait les récents succès de divers partis populistes dans le monde : élection de Donald Trump aux États-Unis, Brexit au Royaume-Uni, succès des partis populistes d'extrême droite en France (RN) et en

Allemagne (AFD), voire alliances *a priori* contre nature entre Syriza et la droite indépendante de l'ANEL en Grèce entre 2015 et 2019.

Les auteurs tentent de confirmer l'hypothèse du clivage entre « communautariens » et « cosmopolites » par l'analyse d'une série d'études quantitatives dans cinq pays, aussi bien des pays industrialisés de longue date que des pays émergents : les États-Unis, l'Allemagne, le Mexique, la Turquie et la Pologne. L'étude commence par dresser le profil des « cosmopolites ». Ceux-ci appartiendraient aux élites, et se caractériseraient par un capital culturel supérieur, mais aussi par le fait de bénéficier économiquement de la mondialisation. De l'autre côté, les « communautaires » recruteraient parmi les classes populaires de ces pays dont les membres seraient moins outillés pour faire face aux nouvelles conditions économiques et sociales amenées par le processus de globalisation.

Ensuite, le livre discute avec finesse les résultats des différentes études. Sont analysés de manière plus détaillée les questions économiques liées au libre-échange, aux problématiques climatiques ainsi qu'aux phénomènes migratoires. Cette subdivision en plusieurs problématiques est intéressante car elle permet de nuancer et complexifier l'hypothèse de base. Le camp « cosmopolite » est relativement cohérent, présentant un alignement en faveur de l'ouverture sur l'ensemble de ces questions. Selon les auteurs, cette cohérence est particulièrement marquée en Turquie et au Mexique, ce qui correspondrait au fort intérêt objectif pour les élites de ces pays à s'insérer dans un processus de mondialisation économique, mais aussi culturel. Les questions politiques y créant de forts conflits sont plutôt internes tels que les conflits autour de la sécularisation et de la laïcité en Turquie (p 106). À l'inverse, rares vont être les réponses à ces études qui se positionnent de manière univoque dans le camp « communautaire ». Ainsi, peu de répondants seront à la fois opposés à l'immigration, aux réformes néolibérales, aux institutions transnationales ainsi qu'à des réponses concertées face au réchauffement climatique. Les auteurs résument ces questions en deux variables : les dimensions économiques et culturelles de la mondialisation, constatant que l'opposition frontale à ces deux dimensions est très rare.

Au final, les auteurs interprètent ces résultats comme une confirmation de leur hypothèse. Ils considèrent qu'un réel clivage politique autour des questions d'intégration à la mondialisation a émergé au sein des pays étudiés. Néanmoins, les données soulignant la variation des attitudes vis-à-vis des différentes thématiques telles que les migrations, le libre échange ou encore le changement climatique montrent que le clivage entre la gauche et la droite persiste. Ainsi, les partis populistes fortement opposés à l'immigration ou à l'Union Européenne n'auront pas nécessairement d'opposition aux réformes néolibérales et au commerce international. Au contraire, certaines formations de gauche seront opposées à certains aspects de la mondialisation : réformes néolibérales impulsées par l'Union Européenne ou le Fond Monétaire International, mais résolument pour l'ouverture des frontières en ce qui concerne les questions d'immigration. Dès lors, les positionnements politiques des pays ciblés par l'étude ne seraient plus à comprendre à l'aune du positionnement sur une échelle gauche droite, mais dans un espace bidimensionnel où les positionnements des

différents acteurs seraient à envisager à la fois par rapport à l'opposition entre « communautariens » et « cosmopolites », mais aussi en termes d'opposition entre la gauche et la droite, qui perdure. Ce serait donc la superposition de ces deux clivages qui permettrait d'expliquer les évolutions politiques récentes.